L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 16 JUILLET 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

C. F. WEISSE & Cie.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS
LUNDI MATIN, 16 JUILLET.

Pour la liste des arrivages et des départs, salle des importations, exportations et consignations et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, en faveur d'un client dans le Premier District, dans l'Ilet bornée par les rues Magnolia, Peuphrast, Burgundier et du Champ, face à la rue des Magnolias, avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent. — Un autre terrain situé dans le Deuxième District, dans l'Ilet bornée par les rues Marais, Derbigny, Chénal et Tonti, face à la rue de la Douane, avec les améliorations qui s'y trouvent.

Par Hallmann & Marks — à leur salle d'encan, rue de Chartres, grande vente de marchandises sèches, cette après-midi.

Par Burthall & Sperr—11 heures, au No 120 de la rue du Canal, installations de magasin, comptoir, vitrières, gaz, &c.

Par D. Valeton—rue Royale, entre Toulouse et St. Pierre, à 10 heures et demie, vin rouge et blanc, liqueurs, absynthe, cognac, &c.

Par G. Lamarque — à sa salle d'encan, marchandises sèches, bonnèterie et cuillères, et un assortiment complet de drogues.

Par Pelton & Co—à leur salle d'encan, 69, rue du Camp, marchandises sèches, habillements, lingerie, cabinetterie, chaussures, bonneterie, &c.

Propriétés subdivisées de valeur, à l'encan, par le Shérif.

Nous appelons l'attention particulière sur les ventes d'encan annoncé ici aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le shérif du district, &c :

Un bâtiment de résidence situé rue des Magnolias, entre celles Peuphrast et Burgundier, Premier District.

Un terrain avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé rue de la Douane, entre Marais et Derbigny, Deuxième District.

Voir aux annonces.

On trouvera à notre seconde page le discours de M. Jules Favre, reproduit de notre édition du dimanche, ainsi que la réponse du ministre d'Etat, M. Rouher. La matière en discussion était le budget de l'Algérie.

Excès et réaction.

Ce titre ne doit pas être pris à lettre. Les excès ne sont pas douteux, du côté du parti radical. Le parti qui porte ce nom, et qui en est bien digne, a certainement commis beaucoup d'excès, si l'on considère du point de vue conservateur la solution des questions que la guerre a fait surgir. Sur le règlement de plusieurs difficultés le parti radical a peut-d'une influence fort louable, mais la réaction n'est pas encore venue. On prétend seulement qu'il y en a, ici et là, des symptômes et qu'elle se prépare. Comme le passé est, sous ce rapport, fort peu encourageant, et qu'on a parlé déjà de réaction quand on fond il n'y en avait pas encore, nous nous garderons bien de présumer comme on fait ce qui n'est encore qu'une espérance. Et encore sur quoi cette espérance est-elle fondée ? sur de simples assertions venues par voie télégraphique et sur la démission de quelques membres du cabinet de M. Johnson, et enfin, dernière, sur l'inquiétude que la convocation par la convention de Philadelphie a fait naître chez les radicaux.

Nous convenons que cette inquiétude doit être sérieuse puisqu'elle a inspiré l'idée du carnaval républicain, où il a été spécialement question des précautions à prendre contre le président et contre ceux qui soutiennent sa politique. Il a été résolu dans ce carnaval qu'il fallait s'opposer, par tous les moyens, à la réunion de la convention unioniste nationale, et, en tout cas, quoiqu'une contre-convention républicaine. Le parti radical jugé donc, dès à présent, qu'il ne pourrait se perpétuer sans agitation, et que son règne n'est pas assez assuré pour se passer de bruit et de propagande.

Les radicaux ont déclaré ecfiore que ceux qui n'étaient pas pour eux étaient contre eux, qu'ils voulaient enfin connaître leurs amis et leurs ennemis, et que si les chambres devaient s'ajourner, elles devaient auparavant mettre l'Exécutif dans l'impossibilité de leur nuire.

Parmi les assertions rapportées nous n'oublions celle qui a été attribuée au secrétaire d'Etat Seward au sujet d'une résolution qu'aurait prise le président Johnson, pour arriver à la restauration du Sud, dans le cas où la majorité du Congrès s'y opposerait résolument ou y mettrait des conditions trop dures. M. Seward aurait dit que le président poussé à bout, convoquerait les législateurs et les représentants du Sud avec tous les droits et les prérogatives qu'ils avaient avant la guerre, et que ceux-ci, réunissant leurs votes à ceux des démocrates du Nord, auraient une majorité dans une convention ainsi composée. Il paraît que cette nouvelle a jeté la consternation parmi les radicaux, qui ont chose vraiment difficile, car la raison a roulé en si nombreuses chutes depuis la ponte entraînante de Fabvilonia qu'il n'y a pas à rouler si bien de plus plein arc qu'il lui plaisait naguère d'aujourd'hui jusqu'à demain. Pour revenir sur ses pas avec facilité, il n'est pas facile de parcourir une si longue carrière. Pour se séparer de certains hommes, il faut se passer avec eux faire cause commune. M. Johnson, malheureusement, traîne après lui deux ministres épuisants : celui de son ancienne adhésion démocratique pour le Nord, et celui de son origine républicaine, plus modérée, pour le Sud. On ne lui pardonne ni l'une ni l'autre à l'époque où il se trouve, et si le Sud témoigne comme la moins mécontentable des faits, le Nord n'arme contre lui de tous les instruments dont il peut fournir des majorités absolues et qu'il a voté tous les arsenaux de la politique. Nous donnons beaucoup que M. John [illegible] ne nous croyons que le sort de [illegible] devienne un encore de ses vues, mais [illegible] avouer qu'en l'état son entreprise [illegible] aventureuse.

OBSÈQUES. — Ce soir, à 6 heures, auront lieu les funérailles d'une des nobles victimes de la guerre, John Macready, mort le 9 décembre 1864, de blessures reçues à la bataille de Franklin, les restes de ce jeune et brave patriote ayant été transportés du Tennessee à la Nlle-Orléans. L'issue de la guerre, si malheureuse qu'elle ait été pour le Sud, ne peut faire oublier le courage de ceux qui ont défendu une cause réputée juste, et leur dévouement doit être à jamais honoré. Ces sentiments ne font pas défaut à la population de notre ville, et les amis de John Macready se trouveront très certainement à la tête d'un cortège nombreux.

Nouvelles d'Europe.

Nous avons publié hier tout ce que nous avons trouvé de relatif aux nouvelles d'Italie dans les journaux de France en 30, aujourd'hui nous extrayons de ces mêmes journaux tout ce qui concerne les affaires d'Allemagne.

ALLEMAGNE.

L'armée prussienne est entrée en Bohême le 23, sous la conduite du prince Frédéric, sans rencontrer de résistance.

Une bataille ne saurait manquer de s'engager bientôt entre les troupes envahissantes du roi Guillaume et celles de l'empereur François-Joseph, puisque les trois corps d'armée commandés par le prince royal de Prusse, le prince Frédéric-Charles et le général Herwath, continuent de s'avancer dans la Bohême.

Le général Benedeck devra bien se décider enfin à donner à ces ennemis audacieux une réponse qu'ils vont avec tant d'empressement lui demander sur nos propres terrains, après l'avoir vainement attendue dans les plaines de la Saxe.

Il paraît, il est vrai, que le généralissime autrichien s'est trouvé un moment et se trouve encore peut-être fort embarrassé. Il ne s'attendait pas à voir les Prussiens faire des mouvements si rapides, et cette rapidité d'opérer aurait dérangé singulièrement son plan de campagne, ce plan magnifique qui devait lui permettre de tenir à Vienne quinze jours après l'ouverture des hostilités.

On s'étonne beaucoup en Angleterre, comme dans toute l'Europe, du recueillement prolongé de Benedeck, et le *Times* résume assez bien l'opinion publique,—laquelle nous dans une lettre de Londres,—en disant qu'il faudra maintenant à l'Autriche quelque résultat bien merveilleux pour se mettre de niveau avec sa rivale.

Le *Times* doute même qu'elle parvienne à contrebalancer l'avantage moral que la Prusse a conquis par la rapidité de ses mouvements ; il attribue l'immobilité de Benedeck à quelques stratégèmes extérieurs que nous ne connaissons pas encore.

Quelques journaux annoncaient qu'un combat avait eu lieu à Fœrlitz entre les Autrichiens et les Prussiens, et que l'avantage était resté aux Autrichiens. Les dépêches subséquentes nous apprennent que cette nouvelle est controuvée.

Les bruits les plus confus et les plus contradictoires circulent relativement à la position de l'armée hanovrienne. Après avoir d'abord demandé une armistice pour traiter des conditions de sa capitulation ; mais ses chefs se sont sans doute ravisés tout à coup, car la grande Revue belgique, et, avant l'expiration de l'armistice, ils ont essayé de rompre les lignes prussiennes entre Gotha et Eisenach.

Cette tentative n'a pas été couronnée de succès ; le 8e régiment d'infanterie de la garde du roi Guillaume a repoussé les Hanovriens, qui, d'ailleurs, en ont été quittes à bon marché. Les Prussiens leur ont blessé quelques hommes sans éprouver eux mêmes aucune perte.

Une dépêche de Fritz, quartier général de l'armée prussienne du Sud, annonce un commencement d'hostilités de ce côté. Mais il s'agit seulement de détachements envoyés en reconnaissance et qui auront rencontré un régiment de hussards autrichiens. Après quelques coups de feu échangés, les Autrichiens se seraient retirés laissant dernière eux trois morts.

Les troupes de Bade ne se sont pas jointes aux confédérés, comme on l'avait prétendu. Elles n'ont pas même quitté le grand duché.

On écrit de Berlin, 23 juin, que la nouvelle que des mesures de rigueur vont être prises à l'égard de l'électeur de Hesse

Lorsqu'il fut entré dans la voiture, le roi d'I[illegible] appela de nouveau l'honorable Micoseli et lui dit :

« Baron, je vous recommande l'Etat.

Le baron répondit :

« Que Votre Majesté ait confiance, nous ferons notre devoir.

Selon la *Nouvelle Presse libre*, de Vienne, la France, l'Angleterre et la Prusse ont consenti à la Porte de reconnaître provisoirement les faits accomplis dans les Principautés, en ne pas intervenir militairement ; mais l'Autriche et la Russe seraient d'avis que la Porte doit user du droit d'intervention qu'lui est réservé par les traités.

Le Moniteur prussien publie la nouvelle officielle suivante du théâtre de la guerre :

Geestemunde, 22 juin (midi).—L'escadre prussienne continue à agir avec succès le long des côtes du Hanovre. Toutes les batteries de côtes ont été successivement prises par les forces combinées débarquements des Danois, étant ouvertes de côté de terre et, ne pouvant soutenir une attaque par derrière, sont obligées de se rendre, et de hisser le pavillon prussien. L'acquisition la plus importante est celle du port de Geestemünde, qui peut recevoir une escadre plus forte que l'établissement maritime de la Prusse dans le golfe de Jahde. A Geestemunde, un très riche matériel fut trouvé entre les mains des Prussiens, quoiqu'on eut eu même temps les casser publiquement.

Une dépêche de Francfort annonce qu'un article communiqué par le président de Hesse-Darmstadt à l'intelligence prussienne, le drapeau fédéral blanchi a été hissé le 22 sur le palais de la Diète.

Voici, d'après la feuille militaire de Vienne le *Camerade*, quelle serait la position stratégique des Prussiens :

Le corps de Manteuffel et de Falkenstein est en Hanovre ; la division Beyer est en à Gotha et à Weimar ; le 8e corps, sous le général Herwarth, se trouve en Saxe ; le 3e et le 4e dans la Lusace et la Basse-Silésie, en face de l'armée impériale de Moravie. Il nous est défendu d'indiquer la position de l'armée du Nord. L'armée de Bavière est concentrée en deux corps d'armée : l'un à Bamberg, l'autre à Aschaffenbourg ; le 8e corps de l'armée fédérale, sous le commandement du prince héréditaire de Hesse, est près de Francfort. On peut regarder le corps d'armée de la Hesse-Electorale à Fulda, comme étant l'avant-garde de ces trois derniers corps.

Quelque tout dépende maintenant du résultat des combats, M. de Bismark attache d'une grande importance à l'issue des élections qui se font dans ce moment. Il reconnaît parfaitement combien lui serait précieux le concours de la représentation du pays. Aussi fait-il son possible pour attirer à lui les chefs du parti progressiste. Mais ce quelque-une de ces chefs se montrent accessibles aux avances du premier ministre, d'autres, et ce ne sont pas les moins nombreux, les repoussent.

La *Nouvelle Gazette de Francfort* a reçu de Vienne, 23 juin, le télégramme suivant :

« Un combat très vif a eu lieu près de Jungbunzlau, entre les Prussiens et les Autrichiens. Les Prussiens, sous les ordres du général Bittenfeld, ont occupé Reichenberg, Trautenau et Aicha. »

FRANCE.

Un bruit qui circulait depuis quelques jours d'une accordée dans les cercles politiques, dans à l'issue d'un conseil des ministres qui s'est tenu aux Tuileries, sous la présidence de l'empereur, et auquel de très grands officiers diplomatiques qui seraient restés auprès du cabinet des Tuileries par les deux grandes puissances allemandes, pour obtenir que la politique de la France restât strictement dans la ligne de conduite qu'on a adoptée depuis le début de la guerre. Ces démarches, dit-on, auraient été faites à Berlin et à Vienne, par la voie ordinaire, et l'on sait en provinces que, dans ce conseil, on a discuté longuement la question de cette crise, en cas qu'un nouveau conflit éclatât entre les puissances belligérantes, et l'on ajoute que cet événement aurait pour effet de détruire les espérances de ceux qui voient déjà la France sortir de son isolement.

Nous n'apprenons pas sans étonnement que plusieurs déserteurs, appartenant à des régiments différents, aient été arrêtés à Paris, et qu'on ait trouvé sur eux des sommes importantes. Ces déserteurs, qui ont déclaré avoir reçu de l'argent pour déserter, ont été remis à l'autorité militaire.

Le *Constitutionnel* annonce que le général Changarnier, qui était parti pour Vichy, a été obligé de revenir à Paris, à cause de l'état de sa santé.

Le général Changarnier a été remplacé à Vichy par le général Castelnau, qui a été nommé commandant supérieur de la 19e division militaire.

Le général Castelnau a été remplacé à Bourges par le général Bourbaki, qui a été nommé commandant supérieur de la 7e division militaire.

Le général Bourbaki a été remplacé à Lyon par le général Dumont, qui a été nommé commandant supérieur de la 8e division militaire.

Le général Dumont a été remplacé à Nancy par le général Lebrun, qui a été nommé commandant supérieur de la 6e division militaire.

Le général Lebrun a été remplacé à Rennes